

Les femmes chefs d'entreprises contribuent fortement à la croissance économique dans les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, le climat des affaires et la législation des entreprises dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) sont bien moins discriminatoires qu'on a tendance à le croire. Cependant, les comportements sociaux et les autres textes de loi pèsent toujours et limitent souvent les opportunités offertes aux femmes.

« Les entreprises sous le contrôle de femmes sont aussi bien établies et avancées que celles de leurs homologues masculins » note à cet égard Daniela Gressani, vice-présidente de la Banque mondiale pour la Région MENA. « Il est évident que les femmes chefs d'entreprises jouent un rôle bien plus important dans les économies de la Région qu'on ne le pensait auparavant, mais elles sont encore trop peu nombreuses ».

Lancé le 19 octobre dernier et intitulé : *The Environment for Women's Entrepreneurship in the MENA Region - L'environnement de l'entrepreneuriat féminin dans la Région MENA - le rapport s'attend, avec l'ouverture générale des économies et la réforme du climat des affaires, à ce qu'il y ait moins d'obstacles et plus d'opportunités pour tous les investisseurs, en particulier pour les femmes. S'il est vrai que les femmes entrepreneurs rencontrent davantage d'obstacles que les hommes, le rapport conclut que le contexte économique et juridique est bien moins discriminatoire qu'on ne le pensait.*

Les conclusions du rapport se basent sur une enquête menée dans huit pays de la région MENA auprès de plus de 5100 entreprises contrôlées par des hommes et des

femmes. Les unes comme les autres obtiennent des résultats analogues en termes de ventes et de valeur ajoutée par employé. Cependant, les entreprises contrôlées par des femmes ont accru leurs effectifs plus vite que les autres ces dernières années et c'est le cas dans quatre pays (Arabie saoudite, Cisjordanie et Gaza, Égypte et Jordanie).

« Les femmes n'ont toujours pas autant accès aux opportunités économiques » fait néanmoins observer Mustapha K. Nabli, économiste en chef de la Banque pour la Région MENA. « De même qu'elles se heurtent encore à plus d'obstacles sur le marché du travail. En dépit des progrès dans le secteur de l'éducation, les femmes font face à un surcroît d'obstacles dans le contexte de l'environnement des entreprises, malgré leurs capacités et leur sens des affaires ».

Selon le rapport, les comportements sociaux découragent l'emploi des femmes et peuvent être des obstacles à l'entrepreneuriat féminin. Certaines lois, comme celles exigeant qu'une femme ait la permission de son mari pour pouvoir voyager, peuvent entraver aussi bien les opportunités offertes aux femmes que l'application des autres textes régissant l'activité des entreprises. Il est intéressant de noter que l'accès aux financements n'est pas mentionné dans le rapport comme un obstacle de nature discriminatoire pour les femmes, car c'est un problème important qui se pose aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

« Un grand nombre de femmes ont des ressources financières et, de plus en plus aussi, un bon

niveau d'instruction » ajoute Nadereh Chamlou, conseillère senior à la Région MENA et principal auteur du rapport. « Dans le contexte d'un climat plus facile pour l'investissement, elles ont plus de chances de monter une affaire au niveau du secteur formel, ce qui peut contribuer à renforcer la concurrence et à diversifier les économies de la région ».

En analysant la situation d'entreprises contrôlées aussi bien par des hommes que par des femmes, il est possible de cerner les obstacles qui se posent de manière uniforme à tous et ceux qui affectent un des deux groupes en particulier.

Parmi les entreprises étudiées, 13% étaient sous le contrôle principal de femmes. Dans plusieurs cas, ces entreprises sont aussi bien établies que celles contrôlées par des hommes, et actives dans autant de secteurs. Plus de 30% d'entre elles sont de grandes entreprises, employant plus de 250 salariés. Près de la moitié des entreprises couvertes par l'enquête sont à capitaux privés. En Syrie et au Maroc, les deux pays où il existe des données à ce sujet, plus de 65% des entreprises appartenant à des femmes sont aussi dirigées par elles, ce qui bat en brèche l'idée reçue selon laquelle ces femmes propriétaires d'entreprises ne le sont que sur le papier. Par ailleurs, les entreprises dirigées par des femmes sont aussi capables d'exporter et d'attirer les capitaux d'investisseurs étrangers que celles contrôlées par des hommes. Enfin, elles ont une plus forte proportion de main-d'œuvre qualifiée, et elles engagent davantage de femmes à des postes de haut niveau professionnel.